



Monde

L'Occident décide un débloqué historique des réserves stratégiques de pétrole

Nicolas Rauline

Les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie vont remettre progressivement sur le marché 400 millions de barils de pétrole. Les marchés doutent toutefois que cette mesure suffise.

La nouvelle n'a pas suffi à desserrer la pression sur les marchés. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a décidé de puiser dans les réserves de pétrole de ses membres, à hauteur de 400 millions de barils, soit le tiers des réserves de ses 32 Etats-membres, pour faire face à la crise actuelle et au blocage du détroit d'Ormuz. « *La décision a été prise à l'unanimité* », a indiqué son directeur général Fatih Birol mercredi, précisant que l'agence allait « *continuer à surveiller la situation* » et « *fera de nouvelles recommandations si besoin* ». L'AIE a aussi promis de dévoiler plus de détails sur la mise sur le marché des barils. Des détails attendus par les marchés : après une accalmie ce mercredi matin, le baril de Brent repartait à la hausse dans l'après-midi, gagnant en séance plus de 4 %, à près de 92 dollars.

Les chefs d'Etat et de gouvernement du G7 ont discuté des modalités, lors d'une visioconférence. A l'issue de cette réunion, Emmanuel Macron a salué la coordination des pays occidentaux. « *C'est un maximum qui a été donné. Cela équivaut à 14,5 millions de barils pour la France. Nous allons le faire par étapes, de manière coordonnée. C'est une intervention de marché, un signal que l'on envoie* », a expliqué le président de la République, pour qui la situation ne justifie pas de lever les sanctions contre la Russie. Chaque Etat-membre de l'AIE contribue à hauteur de sa consommation de pétrole. L'Allemagne va ainsi libérer 19,5 millions de barils, le Royaume-Uni 13,5 millions, la Corée du Sud 22,5 millions. Sans attendre, certains pays ont annoncé qu'ils allaient remettre sur le marché les premiers barils dans les jours qui viennent. La Première ministre japonaise Sanae Takaichi a expliqué à la télévision publique NHK que le recours aux réserves, décidé de « *manière unilatérale* », démarrerait dès lundi prochain. Un mois de stocks publics et 15 jours de stocks privés seront concernés, soit 80 millions de barils, au-delà de la quote part du pays. Il faut dire que la situation du Japon est critique : 70 % de ses importations de pétrole passent par le détroit d'Ormuz.

Le signal est puissant : avec 400 millions de barils, c'est le déblocage le plus important de l'histoire de l'AIE, créée par l'OCDE dans le sillage du premier choc pétrolier. Le précédent, qui date de 2022 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, atteignait 182 millions de barils.

La Chine et l'Inde observées

Mais les marchés attendent de voir le calendrier. Tout dépend du nombre de barils mis sur le marché dans les premiers jours, au moment où les premières pénuries pourraient être constatées. Selon les premières informations, l'AIE préconiserait de libérer 100 millions de barils dès le premier mois. Ramené à la consommation par jour, cela représenterait plus de 3 millions de barils par jour, bien loin des 20 millions de barils qui transitent tous les jours, en temps normal, par le détroit d'Ormuz. En 2022, le déblocage avait été fait en deux étapes : d'abord 62,7 millions de barils en mars, puis 120 millions le mois suivant.

Autre incertitude : la concertation qui va être menée avec des pays non membres de l'AIE. Celle-ci a tissé des liens, ces dernières années, avec la Chine et l'Inde, sans aller jusqu'à les accueillir en son sein. La position de ces puissances est observée et les Occidentaux veulent s'assurer qu'elles ne prendront pas de dispositions de nature à contrecarrer leurs plans. La Chine, en particulier, pourrait avoir un rôle crucial. Elle possède les infrastructures de stockage les plus importantes. Et, ces derniers mois, elle avait accumulé des réserves, profitant des prix bas. Sans citer Pékin, Emmanuel Macron a souligné lors de son intervention que les pays de l'AIE voulaient s'assurer que « *d'autres pays ne font pas de réserves indues* ».

Bilan mitigé

Le bilan de ces actions est mitigé. En 2022, les marchés avaient d'abord surréagi aux actions des membres de l'AIE. Le recours aux réserves stratégiques avait été interprété comme un signe que la situation était plus grave que prévue. Les prix du pétrole s'étaient envolés de 20 %. Mais, sur le long terme, le mouvement avait été bénéfique pour enrayer la flambée. En 1991, lors de la première Guerre du Golfe, l'effet avait été beaucoup plus immédiat. Le recours coordonné aux réserves stratégiques, décidé quelques jours avant dans le secret,

avait été lancé en même temps que l'assaut des Etats-Unis et de ses alliés pour libérer le Koweït. Les prix avaient chuté de 20 %. L'AIE avait aussi agi lors de l'ouragan Katrina, aux Etats-Unis, qui avait paralysé le golfe du Mexique, et lors de la révolution libyenne.

Le recours aux réserves stratégiques coordonné par l'AIE est un procédé complexe mais travaillé. L'agence effectue régulièrement des simulations, étudie en amont l'impact des annonces potentielles, avec les différents scénarios envisagés. Cette action s'ajoute à celle que peut avoir chaque pays, individuellement. La France avait, par exemple, eu recours à ses stocks stratégiques en 2016 lors de grèves touchant ses raffineries.

